Le 13-02-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Parti de la démondialisation PARDEM
SOUVERAINETÉ NATIONALE - JUSTICE SOCIALE - COOPÉRATION INTERNATIONALE

Communiqué de presse
www.pardem.org

Le 14 février 2018



Nous ne sommes qu'au début de l'année

2018, et déjà la quasi-totalité des partis politiques français s'est lancée dans la campagne des élections européennes qui auront lieu le… 25 mai 2019 ! Quelle est la raison de cette précipitation ? Veulent-ils se donner du temps pour organiser un vaste débat, national et européen, afin de dresser un bilan objectif des politiques menées par l'Union européenne ? Mieux encore, ont-ils l'intention de briser le tabou sur la véritable nature de l'UE et de montrer ainsi son caractère intrinsèquement antidémocratique ? Ont-ils des propositions sérieuses pour éliminer le chômage et la précarité, assurer la sécurité de tous, faire appliquer la laïcité, sauver l'agriculture française, reconstruire la Sécurité sociale et les services publics, mettre au pas les grandes firmes multinationales à base française et celles qui agissent en France, pour les contraindre à payer les impôts qu'elles doivent ? Ont-ils des plans pour protéger l'environnement, le réparer, punir sévèrement les pollueurs ? Que nenni, rien de tout cela !

En réalité, les élections européennes sont utilisées par la plupart des partis politiques comme une étape majeure de la « *recomposition politique* » dans la perspective de l'élection présidentielle de 2022. Il s'agit, pour chaque faction, de se placer en quelque sorte dans la « *pole position* » ou de donner l'impression qu'elle n'en est pas loin. Cet anglicisme désigne la meilleure place sur la ligne de départ, attribuée au coureur automobile ayant réalisé le premier temps aux essais. Les élections européennes, en effet, ne sont qu'un tour de chauffe, une sorte de primaires pour la présidentielle. Car les listes qui arriveront aux deux premières places préfigureront peut-être le deuxième tour de l'élection présidentielle, du moins c'est ce que l'on veut faire croire. Ce sera alors pour ces partis et leur candidat, déclaré ou pressenti, entre 2019 et 2022, davantage de médias, une dynamique, une légitimité et une forme de crédibilité, autant d'atouts pour la présidentielle…

En fait, toute cette classe politique se sert des élections européennes pour se faire connaître et pour, le cas échéant, obtenir quelques représentants à ce « *parlement* », dont on sait qu'il est très généreux avec ceux qui lui donnent de la légitimité…

L'Union européenne (UE) et sa monnaie unique – un véritable sado-monétarisme - martyrise les peuples sous le talon de fer de l'austérité à perpétuité. En 2019, cette politique et ce système devront être sanctionnés. Le meilleur moyen sera de délégitimer l'UE, l'euro, les traités, la Commission, la Banque centrale, la Cour de Justice et le « *Parlement* » européen – tout le système - par une abstention massive, une véritable grève du vote. En 2009, l'abstention avait battu en France un record avec 59,4%, pour retomber à 57,6% en 2014. En 2019, il faudra dépasser les 60% et devenir « *compétitifs* » vis-à-vis de la Slovaquie (87% d'abstention), de la République tchèque (80%), ou encore du Portugal (66%) ou des Pays-Bas (63%).

Le devoir de tout citoyen, lorsqu'une élection est organisée démocratiquement, et que son résultat peut avoir un effet politique réel sur les institutions, est d'utiliser son droit de vote conquis de haute lutte. Ce n'est pas le cas de l'élection au « *Parlement* » européen.

Lire la suite du communiqué du Pardem :
http://www.pardem.org/union-europeenne/les-institutions-europeennes/792-les-europeennes-tour-de-chauffe-de-la-presidentielle

Contact presse : 06 42 82 89 73

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire